



## Entre 13.000 et 15.000 manifestants anti-LGV à Hendaye

La manifestation organisée à Hendaye par les opposants à la LGV a réuni entre 13.000 et 15.000 participants ce samedi 23 janvier 2010.

## **Notre présence n'est pas restée inaperçue....**

Cliquez sur le lien ci-dessous et regardez le diaporama des photos

<http://picasaweb.google.fr/wimfrance/LgvManifestationHendaye?feat=directlink>

## **Elle est supérieure à la mobilisation constatée à Bayonne : environ 10.000 personnes avaient défilé le 17 octobre dernier.**

" Je suis très satisfait de la journée et de cette mobilisation. C'est un signal très fort à tous ceux qui s'obstinent aveuglément pour imposer la LGV" indique Victor Tachon, président du CADE (collectif d'associations de défense de l'environnement à l'initiative de cette manifestation).

La manifestation a débuté à 16h30. Des gens du Pays Basque bien sûr, mais aussi des Landes, du Lot & Garonne ,de la Gironde notamment étaient présents.

Le cortège était ouvert par 70 tracteurs d'agriculteurs du Pays Basque. Des élus portant l'écharpe tricolore étaient en tête. A noter, la présence du député-maire Vert de Bègles (Gironde), Noel Mamère.

Parmi les manifestants, Jean-Philippe, Romain et Amaelle, de la vallée d'Albret (villages proches de Casteljaloux) sont touchés de plein fouet par le fuseau. "On est tous plus ou moins touchés, tous concernés par le fait que la LGV va traverser la forêt des Landes, plutôt qu'un aménagement de la ligne existante. Le rapport qualité-prix ne nous convainc pas."

Comme pour beaucoup, la LGV va influencer le vote des Lot-et-Garonnais aux régionales. "Que les candidats le sachent, ça va compter dans notre choix !" annoncent de concert les trois manifestants.

## **Motion pour l'arrêt immédiat des travaux**

Une vingtaine d'associations et de collectifs de France, d'Espagne, et d'Italie opposés aux lignes à grande vitesse en Europe ont signé en fin de matinée à Hendaye une motion qui demande l'ouverture au niveau de l'Union européenne d'une "réflexion sur l'absurdité et la non-nécessité des grandes infrastructures et une révision profonde de la stratégie de l'Union relative aux transports européens", et aux gouvernements français, italiens et espagnols "l'arrêt immédiat des travaux et projets LGV".

Cette motion va être envoyée aux députés européens et aux gouvernements français, espagnols et italiens. Elle constitue le prélude à la manifestation des opposants à la LGV

Samedi 23 Janvier 2010 Sud-Ouest